

Mémoire

Pour les 65 700 repas que je prendrai encore dans ma vie...

**Petit plaidoyer pour des politiques publiques cohérentes et
complémentaires**

remis à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de
l'agroalimentaire québécois (CAAAQ)

Par Geneviève Nadeau

Août 2007

Après avoir tergiversé pendant plusieurs mois sur la possibilité de soumettre un mémoire à la CAAAQ, toute intimidée que j'étais par le vocable technique lié à la CPTAQ ou à la Régie agricole, j'ai réalisé que le seul fait de consommer quotidiennement des produits issus de l'agriculture et de l'agroalimentaire faisait de moi une personne directement concernée par les orientations et politiques qui seraient esquissées par la Commission.

À l'heure où l'agriculture et l'agroalimentaire d'ici se retrouvent à la croisée des chemins, je formule aujourd'hui les propositions suivantes, inspirées de lectures, d'échanges, ainsi que de mon expérience personnelle.

- 🍷 De nombreuses recherches ont démontré le lien intrinsèque entre la santé et la qualité de l'alimentation des individus. Si cela semble à prime abord relever d'un choix strictement personnel, il appert que l'accessibilité, la diversité et la viabilité à long terme d'aliments sains (ex : biologiques, ou à tout le moins sans OGM ni pesticides) est liée de près à la reconnaissance très concrète, par l'État, du lien entre santé collective et alimentation. Est-il normal qu'une mince partie de la population seulement puisse se permettre de consommer des aliments n'ayant pas fait l'objet d'une pulvérisation de pesticides?

Attendu que le domaine agricole et agroalimentaire est directement lié à la santé de la population dans sa totalité, je propose que soient mises en place des politiques publiques *visionnaires* qui intégreraient l'alimentation saine dans une perspective de *santé préventive*.

Cela pourrait se traduire indirectement, par exemple, par un soutien financier significatif aux agriculteurs biologiques ou à la mise en place de coopératives d'alimentation saine en région. Quand on compare le coût per capita de ce type de mesure au coût (caché, car les patients ne voient pas la facture) social du traitement médical du cancer ou de toute

maladie chronique liée de près ou de loin à l'alimentation, on comprend qu'il s'agit là d'une mesure largement avantageuse à long terme pour la société québécoise.

✿ Au-delà de la question de la pollution, l'agriculture, de par son rapport unique avec les éléments naturels, joue un rôle particulier par rapport à l'environnement (observation, régulation). Or, ni le modèle agricole industriel, ni la charge monumentale de travail des petits producteurs ne permettent actuellement à l'agriculture de jouer ce rôle. On ne peut pourtant pas avoir une réelle volonté de résoudre la question de l'eutrophisation des rivières montréalaises, par exemple, sans effectuer une modification normative en lien avec la teneur en phosphore des opérations agricoles (et plus particulièrement porcines), et sans mobiliser les principaux acteurs concernés via des normes strictes et des ressources financières et humaines significatives.

Attendu que le domaine agricole et agroalimentaire est directement lié à l'environnement au sein duquel il s'inscrit, je propose que soient mises en place des politiques publiques visionnaires qui intégreraient l'environnement de façon réellement *durable* et *respectueuse*, sans pour autant en faire incomber le poids bureaucratique aux petits producteurs.

✿ Il existe un secteur d'emploi, au Québec, au sein duquel le taux de suicide est absolument effarant, où il n'y a presque pas de relève, où le taux d'endettement est extrêmement élevé, où des vétérans du métier travaillent pour un salaire avoisinant le salaire horaire minimum, et qui est très peu valorisé (et donc valorisant). Mais quel est ce domaine honni? C'est celui qui consiste à nourrir ses concitoyens!

Attendu que la population québécoise semble prête à adopter le concept de *commerce équitable* dans le cadre de la consommation de produits en provenance des pays du 'Sud', et parce que le Québec ne peut espérer atteindre de hauts

sommets de bien-être collectif s'il n'en cimente pas les fondations, je propose que soient élaborées des politiques reconnaissant substantiellement la *valeur du travail* des artisans du milieu agricole et agroalimentaire qui œuvrent *ici* dans une perspective saine et soutenable.

Cela pourrait se faire par le biais d'énormes subventions, certes, mais également par le développement d'un véritable réflexe collectif d'achat local, court-circuitant nombre d'intermédiaires. Est-il normal, par exemple, que dans le cadre d'une cérémonie gouvernementale récompensant des initiatives touristiques s'étant démarquées au niveau national, au sein de laquelle un vignoble estrien se voit attribuer la palme d'argent, les invités se voient offrir du vin... californien? Est-il normal que les circuits de grande distribution impliquent des non-sens comme c'est le cas de tomates parcourant des centaines de kilomètres... pour être mises en marché dans leur région d'origine?

Au vu des ces considérations et propositions, nous pourrions dégager des dernières pages cette « macro-recommandation », qui devrait selon nous être en amont des politiques concrètes qui seront élaborées par la Commission suite aux consultations et tables rondes effectuées dans la belle province :

En tant que citoyenne-mangeuse québécoise, je demande l'élaboration de politiques agricoles et agroalimentaires visionnaires, cohérentes et complémentaires. Celles-ci devraient découler d'une orientation globale intégrant pleinement et concrètement les défis et priorités du Québec (santé, environnement, etc.) à long terme.

C'est avec beaucoup de gratitude, mesdames et messieurs les commissaires, que je vous remercie pour votre attention, ainsi que pour la réflexion que vous vous apprêtez à entamer, au nom du bien commun.

Geneviève Nadeau